

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Autour d'une Contre-Motion (*Amédée Dunois*). — Le Congrès de Marseille et la Question agraire (*Renaud Jean*). — Héros et Martyrs du Communisme : Les Trois (*Bernard Lecache*). — La Semaine politique : Après le Congrès dissident (*C.-F. Labrousse*).

La Révolution bolchevique s'est accomplie à date fixe (*L. Trolsky*). — La nouvelle orientation économique de la République des Soviets (*N. Boukharine*). — Méthodes et procédés de la Police russe (*Victor Serge*). — La Contre-Motion syndicaliste.

Autour d'une Contre-Motion

LE *Bulletin Communiste* a publié, en numéro spécial, la thèse du Comité Directeur sur la politique du Parti à l'égard des syndicats. Adoptée par l'unanimité des membres du Comité, cette thèse est actuellement dans les mains de toutes les sections du Parti et de tous les militants préoccupés de posséder sur ces questions à l'ordre du jour une documentation exacte.

Les autres thèses qui vont sortir incessamment (celle qui concerne la politique agraire est complètement terminée), paraîtront, elles aussi, dans le *Bulletin Communiste*.

On sait que les 2 et 3 novembre derniers, un certain nombre de militants syndicalistes qui, la veille et l'avant-veille, avaient participé à la Conférence nationale minoritaire, se sont réunis à la Bellevilloise, sur la convocation du Comité Directeur, et qu'après avoir entendu la lecture de la thèse sur la politique syndicale, ils ont été invités à donner sur elle un avis motivé. Tous ces militants syndicalistes étaient membres de notre Parti.

Le débat qui s'est ainsi ouvert, et qui ne fut pas sanctionné par un vote (la réunion étant purement consultative), a rempli trois séances.

Il a été des plus nourris, des plus intéressants, des plus utiles. A l'exception de Loriot, de Treint et de moi-même, tous ceux qui y ont pris part sont d'actifs praticiens du mouvement syndical. Ils se trouvaient en présence d'un fait nouveau : la volonté du Parti communiste d'avoir désormais une politique syndicale, de

ne plus considérer l'autonomie administrative et fonctionnelle des organisations spécifiquement ouvrières comme lui faisant défense, à lui Parti de classe, d'exercer sur le syndicalisme une influence quelconque,

On pouvait s'attendre de leur part à de vives récriminations. N'ont-ils pas plus ou moins grandi, tous tant qu'ils sont, dans la tradition anti-politique et anti-socialiste de la motion d'Amiens, dans la doctrine ésotérique du syndicalisme qui se suffit à lui-même et qui suffit à tout ? Comment accueilleraient-ils l'initiative d'un parti assez « audacieux » pour dire, comme il a l'audace de le penser, que tout ce qui est prolétarien est sien, et que sa propagande et son action, ayant à gagner au communisme la grande majorité des masses ouvrières, ne sauraient dépasser les barrières plus ou moins arbitraires et plus ou moins factices qu'élèvent autour d'eux-mêmes les syndicats ouvriers ?

Eh bien, j'ai hâte de le dire : à la seule exception de celle de Verdier, pas une voix ne s'est élevée contre les bases fondamentales de la thèse du Comité Directeur. Verdier, seul, a fait entendre contre elle la protestation du syndicalisme révolutionnaire absolu. A notre communisme marxiste, il a opposé — principes contre principes — le vieux syndicalisme d'avant-guerre ; à la conquête du pouvoir, la négation du pouvoir ; à l'insurrection armée des masses, la grève générale ; à la lutte parlementaire, l'action directe ; à la reconstruction commu-

niste de la société, la reconstruction syndicaliste ; bref, à ce que nous appelons la *politique* ce qu'il appelle l'*économie*. — Ce sont là des principes qui, historiquement et logiquement, ne se sont jamais opposés. Ils ne s'opposent que dans la cervelle de Verdier, de Besnard et de quelques autres ; j'espère bien, d'ailleurs, que même dans ces cervelles-là, ils se réconcilieront un jour, comme ils sont en train de le faire dans l'action prolétarienne pratique, moins affamée de logique rationnelle, que ne le sont nos cerveaux humains.

Mais Verdier ne représente pas à lui seul tout le syndicalisme révolutionnaire, et ceux qui à la Bellevilloise ont parlé, avant ou après lui, se sont bien gardés de le suivre jusqu'au bout de son absolutisme doctrinaire. Certains nous ont donné purement et simplement raison, tels nos camarades Kirsch et Liedrich, de Lorraine ; Lauridan, que les grèves du Nord ont mis en pleine lumière ; Julienne, de Seine-et-Oise ; tel aussi Bert, de la Haute-Vienne, qui ne demandait, dans notre thèse, que quelques substitutions de termes destinées à prévenir certaines susceptibilités. Les autres, tels Mayoux, Quinton, Semart, etc., tout en se déclarant fermement communistes, n'ont fait valoir contre nous que des arguments sans objet, ou des arguments périmés. Ils ont condensé leur point de vue en un texte que nos lecteurs trouveront plus loin et que nous les prions de comparer attentivement avec le nôtre.

La grande, l'unique préoccupation de Mayoux, de Quinton et de Semart, c'est de sauvegarder l'*autonomie* du mouvement syndical, c'est d'empêcher que le Parti ne s'empare de la direction des syndicats et ne mette ceux-ci « au service des luttes électorales ».

Et moi qui pensais que nous avions, avec tant d'énergie, affirmé le principe de l'autonomie syndicale et celui de la fonction propre, de la « valeur propre » des syndicats qu'il serait impossible de mettre nos affirmations en doute, de nous incliner à cet égard de quelque arrière-pensée que ce fût !

Répetons-le : nous sommes *CONTRE* toute subordination des syndicats au Parti, parce que nous croyons *d'abord* à la valeur révolutionnaire propre des syndicats, *ensuite* à la capacité des syndiqués de s'administrer eux-mêmes. Nous sommes, tout comme Quinton et Mayoux, pour que « le Parti et les syndicats s'entendent toujours sur pied de parfaite égalité » ; — nous pensons même, qu'un jour vien-

dra *peut-être* où Parti et syndicats, ayant pris la bonne habitude de s'entendre, créeront entre eux des liens dont la souplesse n'exclura pas la permanence ; mais ce n'est là qu'une opinion personnelle.

Mayoux et Quinton nous reprochent de distinguer syndicalisme et communisme et d'attribuer au second une supériorité sur le premier. Or, nous n'avons rien distingué qui ne le fût déjà, hélas ! depuis longtemps. A notre avis, syndicalisme et communisme ne s'opposent pas, à condition de les bien entendre (et si nous préférons le mot communisme au mot syndicalisme, c'est qu'étant plus général, plus ample, plus clair, plus anciennement consacré ; les deux doctrines ne s'opposent que dans la cervelle, avide de distinguos subtils, de certains camarades. Pour nous, elles se confondent si bien qu'un seul nom nous suffit pour les désigner toutes deux, et ce nom, c'est le communisme.

On nous reproche de méditer la création de *noyaux communistes* dans les syndicats. Ni le mot ni la chose ne sont dans notre thèse. C'est que nous n'avons pas besoin de noyautage pour gagner au communisme les masses syndiquées ; il suffit que les ouvriers communistes agissent dans les syndicats en *communistes* qui ne craignent pas de s'affirmer comme tels et sachent y tenir tête aussi bien à la politique de Lecoq qu'à la politique de Verdier. Il nous suffit qu'il y ait dans les syndicats, désormais, une politique communiste : au congrès de Marseille on en élaborera précisément les grandes lignes.

J'avais promis à Mayoux et à Quinton, à la fin de la conférence, que la commission restreinte qui a rédigé la thèse du Comité Directeur serait saisie de leur motion et verrait si il n'y avait pas lieu d'en faire profiter notre thèse. La commission a estimé que, toutes les idées essentielles de Mayoux et de Quinton se trouvant déjà dans la thèse, il n'y avait pas lieu de modifier celle-ci. Mais elle a décidé de publier à part la motion déposée par eux. Si nous sommes pour l'autorité dans l'action, nous sommes, en effet, pour la liberté dans la discussion. Nos lecteurs trouveront donc plus loin la motion de nos camarades.

Amédée DUNOIS.

N.-B. — En haut de la deuxième colonne, première page, de mon article de la semaine dernière, il faut lire « mouvement vaste » et non « mouvement vain ».

Le titre de l'article de Lénine, publié dans notre numéro spécial était : « Le Quatrième anniversaire de la Révolution du 7 novembre, et non du 7 octobre. »

Le Congrès de Marseille et la Question agraire

Les membres du Parti Communiste ont compris l'importance exceptionnelle du Congrès national qui doit se tenir à Marseille le 25 décembre. Depuis Tours, l'activité des fédérations et du Comité Directeur a été absorbée en grande partie par les luttes consécutives à la scission. Il fallait ramener à nous des camarades qui suivaient les meneurs de la dissidence, redonner à certains autres la confiance et le goût de l'action qu'ils avaient perdus, régler des conflits irritants. Aujourd'hui, les positions définitives sont prises. La S. F. I. O., sous le couvert du Bloc des Gauches que réclament la plupart de ses groupements, glisse rapidement vers une politique de collaboration de classes. Elle abandonne ainsi la posture révolutionnaire qu'elle tenta de conserver dans les premiers mois de la scission. Plusieurs de ses parlementaires ont déjà mis leur main dans celle des radicaux. Le syndicat d'appétits électoraux se constitue : comment qualifier autrement un pacte qui tend à réunir sur une même liste des révolutionnaires d'hier, qui se prononcèrent à Tours pour la dictature du prolétariat et des radicaux qui acceptent à peine un pâle impôt sur le capital ? Au début, à cause du passé de certains chefs dissidents, de nombreux militants purent croire de bonne foi rester dans le devoir en marchant à leur suite. Désormais, toute duperie devient impossible ; tous ceux qui acceptent l'enlèvement de la S.F.I.O. dans le Bloc des Gauches sont perdus pour la cause de la révolution. Le Parti Communiste gaspillerait et son temps et sa peine à vouloir les repêcher.

Par contre, les masses rurales, si délaissées jusqu'à ce jour par notre propagande, nous offrent un magnifique champ d'action. Les hommes du Bloc National ne se font pas d'illusions. Lisez à l'*Officiel* les débats sur la politique générale du gouvernement. Chez presque tous les orateurs de la majorité du 16 novembre 1919, vous trouverez la même inquiétude : celui-ci reproche au chef du gouvernement de ne pas s'être transformé en commis voyageur de l'Entente aragouine et élemenciste ; tel autre fouaille la masse amorphe des radicaux qui, sentant le bateau s'enfoncer, attaquent tous les jours les mesures fiscales qu'ils votèrent pourtant l'an dernier. Et si, contrairement à de nombreuses prévisions, M. Briand réunit l'importante majorité qu'il estimait indispensable, c'est qu'il lui expliqua paternellement que le meilleur moyen de s'assurer les bonnes grâces du corps électoral, c'était de voter pour le gouvernement.

Le Bloc National est malade et il avoue sa maladie. Le Bloc des Gauches le suivra rapidement dans la tombe si le Parti Communiste sait organiser et mener à bien la propagande rurale nécessaire. Il nous sera facile de montrer que bourgeois de gauche et bourgeois de droite acceptèrent avec le même enthousiasme la paix de Ver-

sailles ; que les uns et les autres trompèrent le pays par l'absurde formule : « L'Allemagne paiera ! » qui masqua le gouffre financier ; que, solidairement, ils ont approuvé les aventures extérieures ; qu'ils portent conjointement la paternité des mesures fiscales mises en vigueur par la Chambre actuelle..

Mais, et je l'ai déjà écrit ici même, les paysans, pour adhérer au communisme, demandent autre chose que de la critique. La question : « Que mettez-vous à la place ? » monte de tous les auditoires ruraux. Jusqu'à ce jour, nos propagandistes s'en sont tirés tant bien que mal en exposant le système particulier qui leur est le plus familier. Il leur faut dès maintenant un terrain plus solide, un programme agraire discuté par l'ensemble des membres du Parti et adopté par le Congrès National. Ce programme doit sortir des délibérations du Congrès de Marseille.

Que ferons-nous aux champs, au lendemain de la prise du pouvoir ? Quel sera le nouveau régime de la propriété ? Comment assurer la continuité et l'accroissement de la production rurale ? Comment réaliser l'éducation communiste des paysans ? Tel est le problème qui se pose.

Et il faudra y répondre en se plaçant dans l'hypothèse d'une révolution prochaine. Avant la guerre, alors que le capitalisme semblait assuré de plusieurs siècles d'existence, alors surtout qu'il ne montrait qu'une férocité atténuée, il était permis aux militants de se livrer à des discussions sur l'excellence de telle ou telle conception utopique. Le temps est passé de construire des systèmes pour l'an 3000.

Au lendemain du grand massacre international, au moment où, en Extrême-Orient, se prépare un conflit tout aussi formidable, la disparition de la bourgeoisie en tant que classe dirigeante est une question de salut public. Les paysans le comprennent d'instinct : ceux que nous recrutons cherchent avant tout dans la révolution un asile contre la guerre.

Par conséquent, à Marseille, il ne faudra pas chercher à préciser ce que nous ferions dans une société où toutes les richesses, la terre comme l'usine, seraient concentrées en un petit nombre de mains ; où les travailleurs, convertis en majorité au communisme, se seraient préparés dans leurs organisations corporatives aux besognes de contrôle et de direction. Il faudra prendre les choses et les hommes tels qu'ils sont aujourd'hui et dresser le programme auquel ils pourront s'adapter avec le plus de facilité.

Et si, par endroits, ce programme heurte une doctrine adoptée à une époque où nul ne pouvait prévoir la situation tragique dans laquelle l'humanité se débat aujourd'hui, tant pis pour la doctrine. Lorsque la doctrine s'oppose à la révolution, c'est la révolution qui a raison.

Renaud JEAN.

HÉROS ET MARTYRS DU COMMUNISME

LES TROIS

Pour la Russie qu'ils ont aimée, défendue, portée dans leur cœur et parmi les hommes, Raymond Lefebvre, Vergeat, Lepetit, sont morts. D'autres, mieux que moi, les ont connus. Ils en ont écrit et dit la vie droite, la foi solide. Des Trois, loin perdus, à jamais disparus, il nous reste donc le souvenir faillible, et, du premier, quelques œuvres. C'est tout. C'est peu. Ce sont trois vies courtes, fraîches, fleuries et tôt fanées. Elles ont suffi pour un exemple et servi pour une Révolution. On n'en peut faire de plus fort éloge. Mais on n'empêchera pas que des femmes les pleurent, et c'est pour elles, pour nous-mêmes, pour tous ceux que la mémoire de Raymond Lefebvre, Vergeat, Lepetit, associe périodiquement à des fêtes graves, que nous écrivons.

Les anniversaires, les meetings, se renouvellent. Suivant le rythme des foules assemblées, selon que, plus ou moins, les paroles sont éloqu岸tes, nos manifestations prennent la forme et l'ampleur des commémorations. Evocation des morts anonymes des révolutions passées, rappel des assassinats commis sur les nôtres en terre étrangère, célébration des Liebknecht, des Rosa Luxembourg, des Léviné, hommage aux victimes des guerres récentes : tout nous ramène aux Trois, tout nous convie à leur connaissance. Cela, que l'on réveille, pour nous, c'est de la bonne douleur. Elle pique comme un aiguillon. Elle ranime nos haines, nos passions, nos amours, dont un scepticisme imbécile nous a trop souvent dépouillés. Parce que la vie, à tout prendre, nous est facile, parce que nous n'avons pas appris et que nous redoutons de souffrir, nous oublions parfois la leçon glorieuse. Nous désertons le souvenir des Trois comme les mondaines une page qui les fait trop penser. Que l'on multiplie donc les rappels à l'ordre, ces fêtes sans solennité vaine, ces réunions simples où les amis conteront, pour nous tenir en haleine, la vie des Trois, ce beau livre inachevé...

**

Des Trois, le plus près de moi, le plus présent à mon cœur, c'est Raymond Lefebvre. Il me fut fraternel et tendre, comme il fut pour ceux qui l'ont approché. Celui-là, nous l'avons bien aimé.

Nous l'avons aimé tel qu'il était, tout de suite, du premier jour. Il ne cherchait pas à séduire, se présentant lui-même brièvement, parlant dur, les gestes secs. Nous avons aimé sa timidité rebelle, qui voilait un esprit séduisant et souple, et presque ses qualités magnifiques. Nous le voyions venir, comme dit le populaire, de loin. Nous disions de lui qu'il accrochait son masque devant les inconnus. Il ne se livrait pas. Il observait son homme et, l'ayant jugé, décidait. C'est ainsi que des crétins ont pu croire à du rigorisme, à de l'insensibilité, chez Raymond Lefebvre. Il était, au contraire, le plus tendre, le plus vivant, le plus fin des hommes. Le front haut et bombé, le nez en bec, les lèvres fines, les épaules voûtées, grand cependant, avec je ne sais quelle âpreté dans l'attitude, il apportait, toutes neuves, ses idées, ses formules, à la communauté. Il en avait, chaque jour, d'étonnantes et d'étincelantes. Il les répandait, en souriant, avec des commentaires amusés.

Pendant la guerre, dont il revenait malade, il participait au mouvement pour la paix, alors qu'il y avait du danger à courir, des coups à recevoir, de la prison à encaisser. Il vint, les amis se souvenant, à un meeting de mutilés, en 1917, rue de la Grange-aux-Belles. Ce grand garçon biême, au profil sévère, s'imposa. Il parla le dernier, après Pioch, Séverine, Torrès, d'autres. Les veuves, les mères en deuil, suivaient la voix oppressée, sifflante et rauque, marquaient par des pleurs l'inflexion câline des fins de phrases. Depuis, il continua de parler, dans tant de meetings, et tant de fois !

Malade, il partait en province, baluchon au bras, créer des groupes, défendre l'adhésion à Moscou. Le Comité de la 3^e Internationale le tenait pour un de ses chefs. L'Association Républicaine des Anciens Combattants vivait beaucoup par son action. Le talent émouvant de sa parole lui valait l'amour des foules. Il en mourait lentement.

Il eût pu suffire à sa gloire imminente — et vivre — en se contentant d'écrire. Relisez *le Sacrifice d'Abraham*. Mais il ne renonçait pas à se battre. Il renonçait encore moins à prendre du repos. Il avait trop de sang révolutionnaire dans son corps frêle. Et puis, il n'oubliait pas. « Il y a du sang sur tous les billets de banque ! », écrivait-il et clamait-il dans le pays.

Il a été outragé, sali. Il avait pris à la gorge tous les social-sursitaires, tous les syndicalistes d'union sacrée. Il payait. Tous les Renaudel, les Merrheim, les Joubaux, écopaient dur et se vengeaient par des ignominies. On ne pardonnait pas à Raymond Lefebvre d'avoir démasqué la politique de la « planche pourrie ». Son honneur sera, ce faisant, d'avoir reçu tant d'insultes et pourvu à tant de malpropres.

Puis il partit en Russie. Ses lettres de Moscou seront-elles connues ? Il fraternisait avec les révolutionnaires, participait à leur effort, assurait près d'eux la liaison des communistes français. Les amis, là-bas, apprirent à le connaître, à l'aimer.

Il se hâtait de revenir, instruit, fortifié de documentation. Nous l'attendions avec joie.

Avec Vergeat et Lepetit, Raymond Lefebvre est mort, noyé.

**

La jeune figure charmante de Vergeat, la face taillée en arêtes vives de Lepetit, s'effacent peu à peu...

Je conserve de Vergeat, précieusement, le souvenir, à un meeting des Sociétés Savantes. Les orateurs de toutes tendances se succédaient et se contredisaient. Vergeat, pour les syndicalistes révolutionnaires, parla. Sa voix sonnait les r comme une charge. Il disait des mots très simples et très purs. Il était le bon sens français lui-même. Après la réunion, il partit, au bras d'une jeune femme, heureux.

Je n'ai pas connu Lepetit. On m'en a dit le meilleur. Je l'aime comme ceux qui m'en parlaient.

Bernard LECACHE.

La Semaine Politique

Après le Congrès dissident

« Le Parti continue », annonçait une naïve manchette du *Populaire*. En effet, il continue, le parti de la guerre, ravagé d'opportunisme, fermé à la compréhension socialiste des événements. Il continue le « parti » collaborationniste qui salue avec transport les frères ministres ou ministrables de Suède, de Belgique, de Pologne, de Tchéco-Slovaquie ; qui, mal une atroce expérience de quatre ans, serait prêt encore, comme au 4 août 1914, à mettre au service d'un conflit impérialiste, par le vote des crédits de guerre, l'immense autorité morale du socialisme. Il continuera, le « parti » ! Il ira loin.

Quant à prétendre continuer le vieux parti du Socialisme, parce qu'il s'est grimé, en 1921, selon la formule de 1908, c'est sacrifier si visiblement l'apparence au fond qu'il est inutile de dénoncer la supercherie. Seule la vie est une continuité, et la vie se caractérise dans ses formes supérieures, non par une adaptation définitive, immuable, mais par la faculté de réadaptation à un milieu toujours changeant. Et c'est pourquoi les masses reconnaissent dans le Communisme la formule moderne du socialisme traditionnel.

Grâces soient cependant rendues au premier congrès dissident. Nous y avons bien été un peu malmenés, comme il fallait s'y attendre. Mais, en dehors de ces misères, le Congrès a présenté un haut intérêt. La politique dissidente y a été, dans de très importantes questions, clairement exprimée et affirmée. Sans doute, les résolutions votées sur la politique internationale et la tactique électorale, biaisent prudemment avec les problèmes et ne sauraient, de ce fait, prêter à une interprétation sûre et concluante. Il n'en est pas de même des résolutions sur la politique intérieure, le « programme d'action positive » et les assurances sociales. Bien qu'étrangères au socialisme, elles s'imposent à notre attention. Si nous n'y prenions garde, elles s'imposeraient demain à notre souci.

Eux et Nous

En dehors des autres questions qui nous divisent — question syndicale, question de la défense nationale — les débats de ce Congrès et les résolutions qui y furent adoptées, ont une fois de plus confirmé entre la social-dissidence et nous trois conflits essentiels :

1° Le Parti Communiste proclame la subordination étroite du groupe parlementaire au Comité directeur, seul moyen d'obtenir, dans la pratique quotidienne, la subordination de l'élu au Parti ; les social-dissidents se refusent à fixer cette hiérarchie vitale : ils parlent aimablement de « collaboration ». On sait la chose qui se cache sous le mot. De longues années nous ont édifiés à cet égard. En fait, la conséquence d'une pareille attitude, c'est l'indépendance du groupe parlementaire dans l'intervalle des Congrès et des

Conseils nationaux ; pratiquement, c'est la direction du Parti aux mains des élus — selon les bons principes qui ont mené le Parti radical où il en est.

2° Le Parti Communiste a dérivé du Parlement vers le pays, son quotidien effort de combat : il considère que sa tâche essentielle est une tâche d'éducation et de recrutement, et que la besogne parlementaire — qui doit demeurer en liaison étroite avec la propagande générale — ne constitue pour le socialisme qu'une besogne accessoire. Chez les social-dissidents, renversement des termes : l'essentiel, c'est l'action réformatrice au Parlement, l'accessoire, l'éducation révolutionnaire du pays.

3° Le Parti Communiste, dans le programme — non pas électoral, mais de propagande générale — qu'il se doit d'élaborer sans retard, affirmera un pur esprit de classe, exclusif à la fois de toute concession à la bourgeoisie et de toute fantaisie idéologique qui le rendrait inapplicable à l'économie française de 1921. La forte sève marxiste qui circule en lui, lui impose cette double attitude socialiste et réaliste. La social-dissidence, dans son programme élaboré « en vue de la consultation électorale de 1924 », se borne à de sages revendications qu'un radical bon teint n'hésiterait pas à contresigner. Le Parti Communiste n'attend la réalisation de son programme qui forme un tout solidaire que de la lutte de classes et de la conquête préalable du pouvoir. La social-dissidence attend la réalisation du sien de la collaboration intelligente de la bourgeoisie. Voilà qui donne à l'un et l'autre programme leur tonalité. Voilà qui met en relief et leur caractère et leur signification.

Pas de subordination du Groupe parlementaire

Le refus implicite de subordonner le groupe parlementaire à la Commission administrative permanente s'est affirmé dès le second jour du Congrès. La Fédération de la Seine avait voté une motion peu tendre, par endroits, pour l'action des parlementaires dissidents. Certes, il n'y était nullement question de subordonner le groupe parlementaire à la C. A. P. On ne saurait, sans la social-dissidence, avoir l'idée d'un pareil sacrilège. La Fédération de la Seine se permettait simplement quelques critiques, surtout sur l'unité de vote dont le respect, dans d'importants scrutins, n'a pas paru la préoccupation dominante des députés dissidents. Blum est monté à la tribune et n'a pas eu de peine à convaincre une assemblée, docile aux séductions parlementaires comme au Congrès radical, de la vanité des critiques de la Seine. Au sujet des rapports des députés et du Parti, il a prudemment déclaré (*Populaire* du 31 octobre) que « le groupe [parlementaire] a toujours eu le souci, pour toutes ses initiatives, de se mettre d'accord avec

les organismes centraux du Parti ». Il a demandé au Congrès « de rechercher les moyens pratiques propres à resserrer les liens entre le groupe parlementaire et la C. A. P. ». Voilà donc le groupe parlementaire, toujours admis à traiter d'égal à égal avec la C. A. P., c'est-à-dire avec l'organisme central seul qualifié pour représenter « le Parti » dans l'intervalle des Congrès et Conseils nationaux. Je sais bien ! C'est la pratique du « vieux Parti ». Et « le Parti continue ». Mais c'est précisément parce que la pratique nous a longuement enseigné qui l'emportait, dans le vieux-Parti, de l'influence des députés ou de l'influence des militants, que nous avons tenu à régler d'une manière explicite et définitive les rapports du Comité Directeur et de notre représentation parlementaire. Interpréter les leçons du passé au mieux des intérêts du Parti, subordonner régulièrement, organiquement, les élus au Parti, voilà la solution qui nous a paru digne du socialisme dont nous nous proclamons les seuls représentants.

Réformisme républicain ou éducation révolutionnaire ?

« En ce qui concerne la propagande générale, l'action du groupe parlementaire n'a pas été aussi intense, aussi active que nous l'aurions voulu » (*Populaire* du 31 octobre), a avoué hier Blum au cours de la même séance où il préconisait un « accord » entre la C. A. P. et le groupe parlementaire. De belles promesses ont d'ailleurs été faites pour l'avenir. Pour le présent, dont nous pouvons seulement juger, nous constaterons que l'activité du parti dissident s'est caractérisée par un luxe d'initiatives parlementaires du meilleur esprit « républicain » et aussi, parfois, par un zèle gouvernemental à peine dissimulé. Vincent Auriol, Léon Blum, n'ont d'ailleurs nullement fait mystère de leur carence socialiste, lors des grands débats sur la politique financière ou économique du gouvernement. Leurs projets fiscaux sont ceux du vieux parti radical ; leurs projets de nationalisation sont, en dehors de leurs modalités techniques, ceux du vieux parti radical. Nous avons, quant à nous, cette infirmité de croire que le travail législatif essentiel d'un groupe socialiste au Parlement consiste à déposer des projets de lois socialistes ; et que son rôle principal n'est pas de faire de la politique républicaine au Parlement, mais de la propagande socialiste dans le pays.

Et la motion de Toulouse ? dira-t-on. Qu'en faites-vous ? La motion de Toulouse — qu'on invoque plus volontiers que la résolution d'Amsterdam — consacre, en effet, en même temps que le rôle socialiste et révolutionnaire du Parti, son rôle essentiellement réformateur et parlementaire. Le Parti socialiste, disait-elle, « est le parti le plus essentiellement, le plus activement réformateur, le seul qui puisse pousser son action jusqu'à la réforme totale, le seul qui puisse donner à chacune des revendications ouvrières un plein effet, le seul qui puisse faire toujours de chaque réforme, de chaque conquête, le point de départ et le point d'appui de revendications plus étendues et de réformes plus hardies ». Nous n'insisterons pas sur ce fait que cette motion, votée en 1908, correspondait à une situation politique, financière et économique donnée et que ce formidable événement

de la guerre a bouleversé cette situation : on pouvait alors attendre d'un patronat qui n'avait pas, au degré d'aujourd'hui, le sens de la solidarité et de la lutte, d'importantes concessions ; l'état des finances bourgeoises pouvait autoriser l'espoir d'une forte législation sociale. Mais, surtout, la situation économique générale, la stabilité des prix, l'insuffisance de l'organisation patronale, considérablement développée depuis par la concentration industrielle, ne permettaient pas au capitalisme de faire retomber sur la collectivité, avec une incidence aussi droite, tout le fardeau des avantages économiques ou sociaux conquis par la collectivité.

En un mot, la situation, en 1908, était plus réformiste que révolutionnaire. Elle est, aujourd'hui, plus révolutionnaire que réformiste. C'est pourquoi le Parti Communiste, fidèle à la leçon des faits, applique à une situation nouvelle une tactique nouvelle, en accord intime, au reste, avec la tradition marxiste. Il serait bon, en effet, de ne pas oublier quelle fut jadis l'attitude du marxisme français. Guesde, Gabrielle Deville, candidats du Parti ouvrier, écrivaient, en 1885 : « Jamais notre Parti n'a mis ses espérances dans l'action parlementaire ou légale. Il ne nourrit pas davantage le prolétariat de l'illusion de son affranchissement demandé à la substitution dans les Chambres d'un certain nombre d'ouvriers manuels aux propriétaires, fabricants et autres capitalistes, députés de l'heure présente ». « Nous savons et nous avons toujours déclaré que l'émancipation du travail est subordonnée à une Révolution en vue de laquelle il faut préparer intellectuellement une minorité capable de diriger les événements et de les faire aboutir. »

**

Notre attitude à l'égard du réformisme est donc nette. Nous n'entendons pas cependant éviter la partie la plus délicate du problème. Opposé avec intransigeance, avec intolérance, au système réformisme, est-ce que le Parti doit avoir pour règle absolue de se désintéresser, en toute occasion, du fait de la réforme ? Doit-il en expulser toute trace de sa propagande, avec le souci de l'infinitésimal du chimiste, qui, dans son laboratoire, expulse un élément « indésirable », d'un corps donné ? Doit-il, par exemple, rester impassible devant l'attitude du patronat vis-à-vis de la loi de huit heures ? Dans la question des salaires ? Aucune des revendications présentées par le prolétariat révolutionnaire, organisé syndicalement, ne doit-elle trouver près de lui un appui ? Evidemment non. Dans toute lutte, même purement corporative, ouvriers, paysans, techniciens, doivent avoir le plein concours du Parti Communiste, de ses journaux, de ses hommes, de toute son autorité morale. Mais ce travail ne doit constituer que l'accessoire de sa propagande. Son travail essentiel, tout d'éducation et de recrutement, doit consister précisément à dénoncer la relativité infinie de ses réformes dont le fardeau retombe sur la collectivité ; il doit être aussi, après avoir critiqué, de contre-proposer, en précisant les solutions que le pouvoir socialiste appliquerait à la France de 1921 — très différentes des solutions républicaines repêchées par le groupe parlementaire dissident.

Ainsi, ce qui est pour nous l'accessoire est, pour la social-dissidence, l'essentiel. Notre socialisme révolutionnaire, notre réalisme révolutionnaire, s'oppose à

son réformisme et à son « illusionnisme » républicains.

Et voilà, entre elle et nous, une seconde différence capitale.

Programme radical ou programme socialiste ?

Nous avons énoncé la troisième différence : le Congrès dissident a élaboré, « en vue de la consultation électorale de 1924 », un « programme d'action positive ». C'est un bon programme radical. Le programme d'action positive que le Parti Communiste ne peut manquer d'élaborer au plus tôt, sera un programme socialiste. Et ce ne sera pas, principalement, « en vue des élections », mais en vue du recrutement et de l'éducation révolutionnaire des masses.

Le programme dissident « comprend au premier chef » :

- 1° Un programme de socialisation et de nationalisations industrialisées ;
- 2° Une réforme fiscale faisant supporter le maximum de charges par la fortune acquise et les gros revenus ;
- 3° Un service militaire à court terme ;
- 4° Un vaste plan d'instruction unique fondée sur la gratuité et la sélection à tous les degrés ;
- 5° Des mesures destinées à faire de notre Constitution désuète une Constitution moderne de gouvernement du peuple par le peuple.

La réalisation d'un tel programme peut être attendue dans un avenir plus ou moins lointain de la coopération de la bourgeoisie républicaine. Cette espérance paraît, au reste, assez hypothétique. Encore que je ne me sente fort peu porté à abuser du dilemme en matière politique — car la vie se charge souvent d'improviser la troisième solution imprévue — le programme social-dissident semble demander trop ou trop peu. Trop, s'il est réalisé par la grâce de la bourgeoisie qu'éffraie ses anciennes audaces, et dont la coopération sera payée de concessions importantes ; trop peu dans le cas, plus improbable encore, où le Parti « socialiste » attendrait de ses seules forces l'adoption complète de ce programme : pourquoi ce parti « socialiste », ce parti de « révolution », ne propose-t-il pas alors un programme socialiste et révolutionnaire, que les faits, d'ailleurs, ne tarderaient pas à lui imposer ?

Tenons-nous-en au présent. Les positions sont prises. La social-dissidence arbore un programme réformiste dont elle attend la réalisation d'une collaboration de classes. (1)

Le Parti Communiste précisera sans retard un programme révolutionnaire dont seul un pouvoir de classe permettra la réalisation.

Ce programme répondra à deux ordres de préoccupations, l'un et l'autre essentiels :

- a) une préoccupation socialiste, pure de toute faiblesse et de toute compromission : *quelle solution proposerait le Parti Communiste, dans un cas donné, s'il avait la totalité du pouvoir, avec toutes ses virtualités et toutes ses responsabilités ?*

(1) Ceux qui solliciteront notre concours [électoral] devront prendre l'engagement de réaliser un programme précis, non pas dans un temps lointain, mais dans la législature qui suivra. » (Renaudel, discours du 30 octobre.)

b) A une préoccupation réaliste : *il demeure entendu que cette solution doit s'adapter à la situation économique et politique de la France et de l'Europe contemporaines.*

C'est seulement en précisant un tel programme que le Parti Communiste pourra prendre une grande figure politique et révolutionnaire ; c'est avec des affirmations concrètes, positives, inflexibles, substituées à une pure politique de négations et d'anathèmes, que nous deviendrons le grand, le seul parti des masses ; que nous permettrons à notre opposition intransigeante et solitaire de s'affirmer avec un maximum de puissance et d'attraction ; qu'au contact attentif de la réalité notre parti acquerra la maturité politique rapide et sûre, indispensable à ses destinées.

Esquisse communiste

Quelle pourrait être l'esquisse d'un tel programme ? C'est au Conseil d'Etudes Communistes, ou à tel autre organisme désigné par le Parti qu'il appartient de la tracer. Il nous paraît cependant possible d'indiquer dès aujourd'hui quelles en pourraient être les grandes lignes.

Nous avons déjà dit que nous n'attendions la réalisation de notre programme constructif socialiste que de la conquête préalable et nécessaire du pouvoir politique. Libre à d'autres de confier à des mains bourgeoises le soin de procéder à des essais « socialistes ». Quant à nous, nous sommes bien décidés à ne pas recommencer les tristes expériences dont l'histoire nous commande de nous défier. C'est seulement par la mainmise complète sur l'Etat bourgeois, par la dictature provisoire du travail, que nous édifierons la cité socialiste — adaptée à la France d'aujourd'hui. Nous inscrirons donc en tête de notre programme la suppression globale de la Constitution monarchique de 1875 et la convocation d'un Conseil national de délégués ouvriers, paysans et techniciens, organisme fort, centralisateur, muni du double pouvoir législatif et exécutif. Pour la désignation de ces délégués, la notion de citoyen-producteur se substituera à celle de citoyen-individu. Les mandataires pourront être constamment rappelés par leurs mandants, le mandat politique étant, comme le demandait le programme allemand de Saint-Quentin, assimilé au mandat civil.

Le premier geste du prolétariat, maître du pouvoir, doit être d'assurer, à l'intérieur et à l'extérieur, l'ordre communiste — ce qui comporte évidemment la reprise immédiate des relations politiques et économiques avec la Russie. Une politique européenne de conciliation se traduira par une entente soit internationale, soit franco-allemande, pour la restauration des régions dévastées ; parallèlement, des négociations seront entreprises pour l'évacuation des provinces rhénanes.

L'ordre à l'intérieur : dans la vie économique, d'abord. Ce qui nous impose : l'élaboration d'un programme national de production ; la socialisation avec expropriation des grandes entreprises industrielles, commerciales et agricoles ; l'exploitation industrialisée, avec autonomie financière, de ces entreprises ; l'institution du contrôle ouvrier et paysan, sous la sauvegarde duquel sera placée la discipline du travail. Des dispositions spéciales seront prévues en faveur

de la petite propriété agricole, industrielle et commerciale.

L'ordre dans les finances : l'équilibre budgétaire sera obtenu par le produit des socialisations (qui ne sera pas grevé de la lourde charge de l'indemnité d'expropriation) ; par l'impôt unique, direct et progressif sur le revenu, par la suppression de l'héritage en ligne collatérale (programme du Parti ouvrier, le Havre, 1880), et, en ligne directe, au delà d'un chiffre à déterminer ; par la compression des dépenses militaires et de la dette — des dispositions devant intervenir en faveur des petits porteurs.

L'avenir du pays sera assuré par l'admission de toutes les intelligences à tous les degrés de l'enseignement, réorganisé selon les principes de la gratuité, de la sélection, de l'unité. Des allocations doivent être prévues en faveur des familles nécessiteuses dont les enfants adultes ont été admis à poursuivre leurs études. Tous les livres scolaires seront révisés.

Un système d'assurances sociales, avec participation unique de l'Etat, assurera un revenu décent à tous les membres de la collectivité, vieillards, infirmes, etc., incapables de vivre du produit de leur travail.

On pourra évidemment préférer un autre ordre à l'ordre logique que nous avons adopté pour la présentation d'un tel programme. Nous avons d'ailleurs dit que ce n'était là qu'une esquisse, une approximation première, imprécise par nature et fort incomplète. La seule question qui importe, d'ailleurs, c'est d'élaborer sans retard un programme de construction révolutionnaire. Allons-nous laisser aux dissidents le monopole d'un « programme d'action positive » — d'ailleurs, aussi approximatif que notre esquisse ? Nous rendrons-nous compte, d'un point de vue plus général, que toute critique est d'une valeur politique très accessoire, tant qu'elle ne s'autorise pas d'un contre-projet, montrant qu'il est possible de mieux faire ?

Grâces soient doublement rendues au Congrès dissident, si, après avoir déserté le champ de bataille du socialisme, il nous permet d'y développer notre action avec des moyens dont on peut tant espérer !

C.-E. LABROUSSE.

La longueur de cette étude nous contraint d'ajourner à huit jours nos commentaires sur la discussion financière en cours devant la Chambre. Le débat se poursuivra d'ailleurs toute la semaine prochaine.

La Révolution bolchevique s'est accomplie à date fixe

Il n'est certes pas inopportun d'attirer, à l'occasion du quatrième anniversaire de la Révolution d'octobre, l'attention des militants sur un fait dont on n'a pas jusqu'ici apprécié toute l'importance : la date de la Révolution d'octobre avait pour ainsi dire été fixée à l'avance, au 25 octobre (7 novembre nouveau style), non dans le secret, mais publiquement. Et la révolution eut lieu à date fixée.

L'histoire connaît un grand nombre de révolutions et d'insurrections ; mais elle ne nous offre pas d'autre exemple d'une insurrection de classe opprimée se produisant à date fixée — et victorieusement. La Révolution de novembre est unique.

Le 2^e Congrès des Soviets

Nous avons décidé de faire coïncider la prise du pouvoir à Pétrograd avec le 2^e Congrès des Soviets. Ce n'était pas par un calcul habile ; mais à la suite de tous les événements antérieurs et de l'activité organisatrice et agitatrice de notre parti, nous exigeons la transmission du pouvoir aux Soviets. La majorité des Soviets les plus importants s'était ralliée autour de nous. Nous ne pouvions pas continuer à *revendiquer* le pouvoir, nous devions le *prendre*. Nous ne doutions pas d'être en majorité au 2^e Congrès. Nos adversaires n'en doutaient pas non plus. Aussi s'opposaient-ils énergiquement à sa réunion. Le menchevik Dan fit tout ce qui dépendait de lui, au sein de la commission soviétiste de la Conférence Démocratique, pour l'empêcher de se réunir ou pour l'ajourner. Mencheviks et socialistes-révolutionnaires motivaient leur attitude à cet égard par la crainte de voir les bolcheviks usurper le pouvoir. Nous ne cachions pas nos intentions de renverser le gouvernement Kérénsky et nous insistions pour la

réunion urgente du Congrès des Soviets. Dan réussit à le faire remettre du 15 au 25 octobre. C'est ainsi que la politique réaliste des mencheviks chuint de l'histoire un délai de 10 jours. Dans toutes les réunions d'ouvriers et de soldats de Pétrograd, nous posâmes la question de la façon suivante : le 25 octobre, aussitôt que se réunira le 2^e Congrès panrusse des Soviets, le prolétariat et la garnison de Pétrograd en exigeraient qu'il se déclarât seul pouvoir légal. Au cas où le cabinet Kérénsky tenterait le résister, la garnison de Pétrograd dirait le dernier mot. Tel fut le sens des innombrables résolutions adoptées.

L'agitation fut poursuivie inlassablement. Nous avions fixé, au grand jour, la réunion du Congrès au 25 octobre et inscrit à son ordre du jour la réalisation — pas la discussion, la réalisation ! — du pouvoir des Soviets. Nous avions fixé la date de la révolution. Nous préparâmes ouvertement les forces armées à cette révolution.

La question du Congrès était étroitement liée à celle du déplacement d'une fraction considérable de la garnison de Pétrograd. Kérénsky la redoutait avec raison. Il proposa au général Tchérémissov, alors commandant du front Nord, d'envoyer au front les régiments insubordonnés. Les documents trouvés après la révolution montrent que Tchérémissov chercha à éluder cette mesure : la garnison de Pétrograd, trop bolchevisée à ses yeux, ne lui paraissait pas susceptible de figurer utilement au front. Il céda pourtant.

Aussitôt que l'ordre du déplacement des régiments en question fut remis, aux fins d'exécution, au Soviet de Pétrograd, nous comprîmes, nous qui représentions l'opposition prolétarienne du Soviet, que cet incident pouvait avoir la plus grande portée. Dans l'attente anxieuse du 25 octobre, Ké-

rensky fit une tentative pour désarmer Pétrograd. Il ne nous resta plus qu'à lui opposer les ouvriers et la garnison.

Le Comité révolutionnaire militaire

Nous décidâmes tout d'abord de créer un organe — le Comité Révolutionnaire Militaire — chargé d'étudier les raisons militaires du déplacement des troupes. Nous eûmes ainsi, à côté de l'organisme représentatif politique de la garnison (section de soldats du Soviet), un quartier général révolutionnaire.

Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires déclarèrent aussitôt que nous créions un organe insurrectionnel. Quoiqu'ils eussent voté contre la formation du Comité Révolutionnaire Militaire, ils ne manquèrent pas d'y entrer, afin sans doute d'assister, en qualité d'officiers d'état civil, à la rédaction de l'acte de naissance d'une révolution. Après avoir obtenu de l'histoire un délai de dix jours, ils obtinrent ainsi d'assister à leur propre déchéance politique.

Ainsi, la date du 2^e Congrès des Soviets était fixée au 25 octobre. Le parti bolchevik, qui s'y était assuré la majorité, lui assignait pour tâche la prise du pouvoir. La garnison, refusant de quitter Pétrograd, fut mobilisée pour protéger le Congrès. Le C.R.M., formé par opposition à l'état-major du district, devint un état-major révolutionnaire. Et tout cela au grand jour, sous les yeux de Kérénsky, sous les yeux du monde entier. Le fait est vraiment unique.

Dans l'intervalle, on discutait ouvertement, dans les réunions et la presse du parti, de l'insurrection armée. La discussion s'écarta souvent du cours des événements. On ne sut pas toujours rattacher l'insurrection ni au Congrès, ni au déplacement de la garnison. On s'obstinait à la considérer comme une entreprise secrète, conspiratrice, alors que nous en connaissions ouvertement le principe et que nous la préparions pour une heure fixée à l'avance. Qui plus est, pour Pétrograd tout au moins, le caractère même du mouvement était déterminé à l'avance par l'attitude de la garnison.

Des camarades considéraient pourtant avec scepticisme cette façon de fixer la date d'une révolution. Ils croyaient préférable d'agir par surprise. Kérénsky leur semblait, en effet, pouvoir appeler des troupes fidèles et faire épurer celles de Pétrograd.

Ces camarades perdaient de vue une chose capitale. La question du déplacement des troupes était désormais celle autour de laquelle gravitaient les événements. A l'avance, la tentative de Kérénsky de changer la garnison de Pétrograd fut dénoncée, fort justement, comme une récidive de l'aventure Korniloff.

Puis l'insurrection « légaliste » eut même le don d'hypnotiser l'ennemi. L'inexécution des ordres de Kérénsky augmenta l'assurance révolutionnaire et contribua ainsi au succès du mouvement.

Simple déformation

Celui-ci victorieux, Martov et les mencheviks ne manquèrent pas de flétrir la prise du pouvoir par une minorité de factieux, agissant à l'insu des soviets et de la classe ouvrière. Il est difficile d'imaginer plus méchante déformation des faits. Lorsque, à la séance de la Section des Soviets de la Conférence Démocratique, nous avions fixé la date de la réunion du 2^e Congrès au 25 octobre, les mencheviks s'étaient écrié : « Mais vous fixez la date de la révolution ! » Et quand, avec l'im-

posante majorité du Soviet de Pétrograd, nous avions refusé d'éloigner de la capitale les régiments révolutionnaires, ils avaient repris encore : « Mais vous créez l'appareil de l'insurrection ! » Cela ne devait pas les empêcher, l'insurrection tant prédite ayant vaincu à l'heure fixée, de se lamenter « qu'un groupe de factieux faisait la révolution à l'insu de la classe ouvrière » ! Notre seul péché réel était d'avoir laissé ignorer aux mencheviks, au sein du C.R.M., certains détails techniques des mesures prises.

On ne peut douter qu'une conspiration militaire, ourdie en dehors du 2^e Congrès des Soviets et du C. R. M., n'eût pu que jeter la confusion dans les événements, voire même provoquer l'avortement de la révolution. La garnison, dans laquelle il y avait aussi des régiments dépourvus d'organisations politiques, eût certainement considéré la prise du pouvoir par le parti bolchevik, à l'issue d'une conspiration, comme une chose effectuée en dehors d'elle. Quelques régiments y eussent même été hostiles. Par contre, le refus de quitter Pétrograd, la nécessité d'y rester pour assurer la protection du Congrès des Soviets, qui devait prendre le pouvoir, leur parurent dans l'ordre naturel des choses. Les camarades qui considéraient comme utopique la fixation de la date de la révolution du 25 octobre tenaient trop peu compte de la supériorité de notre influence morale à Pétrograd, par opposition à la nullité du cabinet Kérénsky.

La Victoire

Le C. R. M. légal ne manqua pas d'envoyer des émissaires dans tous les régiments de la garnison de Pétrograd. Il fut bientôt, au sens le plus étendu de ce mot, le maître de la situation. Nous étions en mesure d'occuper, l'instant voulu, tous les points stratégiques de Pétrograd. Il ne nous restait plus qu'à éliminer les causes de conflit avec les éléments retardataires des troupes et celles d'une action en sens contraire de leur part et surtout de la part des régiments de cavalerie. Nous y réussîmes au delà de nos espérances. Dans toutes les casernes de Pétrograd, notre mot d'ordre : *Ne pas quitter Pétrograd avant la réunion du Congrès des Soviets et y assurer, les armes à la main, la transmission du pouvoir aux Soviets*, fut voté par acclamation. Même dans les régiments conservateurs, tels que celui de Semenov, Skobelev et Gotz, qui vinrent y annoncer l'envoi d'une mission diplomatique chargée de faire l'éducation de MM. Lloyd George et Clemenceau, ne trouvèrent que l'accueil le plus décevant. La majorité se rallia à notre résolution. Au Cirque Moderne, où siégeaient les chauffeurs d'automobiles, connus pour leur attachement à Kérénsky, nous l'emportâmes haut la main, bien que le général commandant en chef, Paradelov, y eût déployé l'éloquence la plus conciliante. La majorité repoussa tous les amendements qu'il voulut faire à notre proposition.

Le dernier coup fut porté à l'ennemi au cœur de Pétrograd, à la forteresse de Pierre-et-Paul. L'adjoint au commandant de la région militaire vint aimablement y proposer, connaissant la mentalité des prisonniers enfermés à Pierre-et-Paul, « d'ouvrir des conversations afin de dissiper le malentendu ». Nous lui permîmes d'écarter définitivement tous les malentendus. Le fait est que, neu de jours après, le gouvernement Kérénsky, ce déplorable malentendu, était définitivement écarté.

L'histoire tournait la page et ouvrait le chapitre des Soviets.

Léon TROTSKY.

La nouvelle orientation économique de la Russie des Soviets

Si nous voulons comprendre la nouvelle orientation économique de la Russie soviétique et sa signification organique, il nous est nécessaire de la considérer en corrélation avec la crise économique et sociale que nous avons eu à traverser au printemps dernier. La révolution russe a montré que toutes les conceptions qui avaient cours jusqu'ici sur le processus révolutionnaire étaient extrêmement naïves. Même dans le camp du marxisme orthodoxe, on avait tendance à croire que le prolétariat avait à conquérir le pouvoir exclusivement pour prendre en mains l'appareil technique après avoir chassé les classes supérieures de la bourgeoisie. Or l'expérience nous enseigne tout autre chose. Elle nous montre que pendant la dictature du prolétariat la destruction de l'organisme capitaliste est une étape indispensable du développement révolutionnaire. On pourra dire que cette démonstration n'est en aucune façon une démonstration théorique. Dans d'autres pays le mouvement révolutionnaire pourrait très bien se développer de toute autre façon qu'en Russie. La Russie est un pays arriéré, n'a pas de prolétariat proprement dit, sa grosse industrie n'est développée que dans des proportions infimes. En Europe occidentale et en Amérique le développement se fera autrement. A cette conception nous pouvons opposer non seulement l'exemple de la Russie, mais encore le caractère absolument inévitable, nous semble-t-il, de la ruine économique comme conséquence du processus révolutionnaire.

Chaque révolution est un processus de réorganisation des conditions sociales. Dans la révolution bourgeoise ce processus n'est ni aussi profond, ni aussi vaste que dans la révolution prolétarienne, car dans ce cas une révolution politique seule est nécessaire. La propriété féodale était déjà une propriété privée, et cette propriété privée n'avait besoin que d'être confirmée par la révolution bourgeoise pour se développer en s'appuyant sur elle. Il s'agissait principalement de transporter le mécanisme politique d'entre les mains d'un groupe de propriétaires entre celles d'un autre groupe. Il va sans dire qu'une réorganisation profonde était également nécessaire et devait également être payée d'importants sacrifices. La révolution bourgeoise elle aussi est accompagnée d'une chute de la production. C'est ce qu'on a vu se produire pendant la grande révolution française. Il en fut de même pendant la guerre civile américaine dont le résultat fut de retarder le développement économique du pays d'au moins dix ans. Dans la révolution prolétarienne, le même phénomène devait forcément se produire sur une échelle encore beaucoup plus vaste. En effet, pendant la révolution prolétarienne, il ne s'agit pas seulement de mettre en pièces le vieux mécanisme de l'Etat et d'en construire un nouveau, la révolution prolétarienne est une réorganisation complète de tout le système de la production. Or c'est là la chose essentielle.

Quelles sont les conditions de la production dans le cadre du capitalisme. Tout d'abord il faut tenir compte de la hiérarchie capitaliste qui classe les groupes dans un certain ordre : en haut la classe des capitalistes proprement dits, puis celle des directeurs, puis celle des collaborateurs techniques (nouveau « tiers état »), ensuite les ouvriers qualifiés et enfin la masse des ouvriers non qualifiés.

Dire que ce système de production est réorganisé de fond en comble, c'est dire que d'abord les rapports réciproques entre ces diverses catégories sont brusquement déchirés. Cela se produit à la suite d'un combat livré par les ouvriers non seulement dans les rues, mais aussi dans toutes les entreprises par le moyen de grèves, etc. Dans l'armée la classe prolétarienne ne peut pas vaincre pendant la révolution si les soldats obéissent aux ordres de leurs officiers. De la même façon une cassure de la discipline ouvrière est nécessaire si le prolétariat veut conquérir la suprématie dans l'organisme économique.

Dès que les liens qui reliaient entre elles les diverses catégories de producteurs dans l'ordre de ces couches superposées sont rompus, voilà la production arrêtée. Lorsque les ouvriers sont en grève, lorsqu'ils se battent sur les barricades, l'ouvrage forcément s'arrête. Lorsque les intellectuels collaborateurs techniques s'adonnent au sabotage, toute la production est compromise. Et ce n'est que quand le prolétariat a saisi tout l'organisme de l'Etat et qu'il l'a tout entier en son pouvoir, qu'il peut empêcher le sabotage et l'interruption du travail. Mais jusque-là le processus de la production est arrêté. Lorsque Kautsky et Otto Bauer parlent de la continuité du processus de la production et veulent faire concorder cette continuité avec la révolution, ils font preuve d'une imbécillité inimaginable. C'est comme si une armée voulait se révolter contre ses officiers tout en observant la discipline au lieu d'envoyer la discipline au diable et de tuer les officiers. De deux choses l'une : ou bien c'est la victoire de la révolution et alors c'est pour un temps la désorganisation de la production, ou bien c'est la discipline qui est sauvée et alors il n'y a point de révolution. Toute révolution exige des sacrifices, et ce n'est qu'au prix de ces sacrifices que peut être achetée l'instauration de formes d'organisation plus hautes et d'une nouvelle existence économique du prolétariat révolutionnaire. Nous n'avons pas à craindre cette crise momentanée ; elle est indispensable. On ne fait pas d'omelette sans casser les œufs.

La dictature prolétarienne et la classe paysanne pendant la guerre civile

Il est clair maintenant que le coût du processus révolutionnaire sera d'autant plus élevé que la résistance de toutes les autres classes et groupements contre le prolétariat sera plus acharnée et que sera plus grand le nombre de ces éléments dans le pays qui se sera proposé le premier de

réaliser la dictature. La lutte des classes a pris en Russie la forme non seulement d'une guerre civile intestine, mais encore d'une guerre extérieure. Là où la guerre civile se transforme en une guerre étrangère contre des Etats puissants, la production doit souffrir de la révolution dans des proportions extrêmement considérables. Voilà où est la cause essentielle de notre extrême misère de ces dernières années. Il nous fallait donner à l'armée rouge, sans barguigner, le 75 % de nos trop modestes réserves et des produits de notre nouvelle industrie. Tout homme tant soit peu conscient comprendra aisément l'importance de ce fait pour notre vie économique.

On ne peut pas vivre sans pain. Le problème du ravitaillement est essentiel pour la révolution. Le processus de la ruine économique pendant la révolution s'exprime encore en ceci que les liens entre la ville et les campagnes sont rompus. Lorsqu'un antagonisme aigu surgit entre les classes et trouve une issue dans une lutte de classes sans merci et lorsque la production industrielle des villes est entravée, alors la liaison qui existait entre la cité industrielle et la campagne cesse d'exister. De même sont rompus les liens financiers entre les gros propriétaires fonciers et les paysans riches d'une part, et d'autre part les banques. En même temps sont brisés les rapports avec les organisations paysannes, les coopératives agricoles. L'échange entre la ville et la campagne cesse de se faire. Le système du crédit est ruiné en tout premier lieu. Puisque les villes ne sont plus en état de fournir quoi que ce soit aux villages, il est naturel qu'il ne reste plus aucun attrait pour ceux-ci à fournir quoi que ce soit aux villes. L'équilibre économique est rompu.

Comme la population des villes doit pourtant se nourrir de quelque chose pendant la révolution, il faut trouver un système qui permette de l'approvisionner. Tout d'abord sont utilisés à cet effet les réserves qui se trouvent dans les stocks de la ville. Après cela on en vient à des moyens de coercition à l'égard des paysans, et enfin les paysans eux-mêmes prennent conscience de ce que seul l'Etat prolétarien peut les sauvegarder d'un retour des gros propriétaires et des mercantis capitalistes, ce qui fait que la classe paysanne vient de son propre mouvement à l'aide du prolétariat des villes.

Pendant la guerre civile et la guerre avec la contre-révolution étrangère, ce dernier facteur a joué parmi les paysans un rôle prépondérant. Ce qui a été dit plus haut suffit à fonder du point de vue économique les méthodes de contrainte que nous avons appliquées aux paysans. En face de l'argument des opportunistes, que les bolcheviks ont excité l'hostilité de la classe paysanne et ne se sont appuyés que sur la force des fusils, tout marxiste répondra naturellement que cet argument ne vaut rien. Même la troupe armée du tsar ne l'aurait pas pu. Notre tactique de violence se fondait économiquement sur ce fait que les paysans en tant que classe avaient très bien compris qu'aucune autre force que la nôtre ne pourrait les protéger contre les propriétaires fonciers dont ils avaient pris les terres. 82 % des grosses propriétés foncières de Russie avaient été transmises au paysan et le paysan avec son instinct inné de la propriété ne permettra jamais qu'on

lui reprenne ces terres. Il escompta avec raison que le plus important au point de vue économique était de conserver la terre qui lui garantissait dans l'avenir la production et l'existence. C'est ce qui explique pourquoi il se soumit d'assez bonne grâce à notre système de réquisitions, ce qui nous permit d'arriver bientôt à un certain équilibre de notre structure sociale. Nous avons désormais un terrain à peu près solide sous nos pas.

Naturellement chaque guerre a ses lois particulières. L'expérience des pays capitalistes a démontré que pendant la guerre une réglementation économique est plus facile à mettre en application que pendant la paix. Nous avons pu observer la vérité de cette règle sur notre propre expérience. A l'intérieur de toute classe, aussi bien dans la petite-bourgeoisie qu'ailleurs, vivait la conviction que tout devait être sacrifié à la guerre. C'est ce qui nous permit de réglementer notre économie nationale en appliquant strictement le pouvoir dictatorial du prolétariat.

Mais une fois la guerre finie, les contradictions de ce système économique complexe devaient tout aussitôt apparaître avec évidence et au premier chef la contradiction entre les tendances réglementaires du prolétariat et les tendances anarchiques de la classe paysanne.

La mauvaise volonté de la classe paysanne et le « déclassement » du prolétariat

Au point de vue purement économique apparut ce qui suit : en enlevant au paysan le surplus de sa production, nous lui enlevions en même temps tout l'intérêt qu'il avait à produire. Lorsque le paysan sait que son surplus lui sera enlevé, il ne se préoccupe que de produire ce qui peut suffire à lui-même et ne se soucie plus des autres. Ce n'est qu'après un laborieux travail de la pensée qu'il peut arriver au raisonnement suivant : je dois soutenir les ouvriers parce qu'ils me protègent contre l'exploitation des gros propriétaires. En attendant, une sensible diminution de la surface cultivée fut enregistrée. Outre ce qui a été dit, cette diminution était causée aussi par le manque de main-d'œuvre, de bétail, d'outillage, etc., dû à la guerre. L'économie rurale subit une crise profonde et nous nous trouvâmes devant le danger de n'avoir plus assez de blé pour nourrir la population et l'armée.

Naturellement cette situation de l'économie rurale eut un contre-coup sensible dans l'industrie des villes. Il n'est pas vrai que notre appareil technique soit absolument délabré. Dans beaucoup d'entreprises industrielles, textiles ou métallurgiques, nous avons conservé un appareil technique excellent. Mais la grande question est le ravitaillement des villes. Notre classe ouvrière souffre de la faim parce que le commerce entre la ville et les campagnes est arrêté.

Ces conditions économiques ont leurs conséquences sociales. Etant donné le mauvais état dans lequel se trouve la grosse industrie, il faut bien que les ouvriers trouvent quelque moyen qui leur permette de vivre : c'est ainsi, par exemple, que dans les grandes usines métallurgiques ils fabriquent eux-mêmes à la main grossièrement de menus articles métalliques qu'ils vendent ensuite. Par de semblables pratiques le prolétariat lui-même commence à se « déclasser ». Lorsque de

cette façon les ouvriers sont intéressés à l'institution du libre trafic, ils deviennent peu à peu des petits producteurs et acquièrent une psychologie de petits-bourgeois. C'est un abâtardissement du prolétariat tombé ainsi à la petite-bourgeoisie avec tous ses traits particuliers. Le prolétariat retourne à la campagne où il s'occupe de petite industrie sur place. Plus la ruine est profonde, et plus le processus de la déchéance du prolétariat devient sensible. Il adopte maintenant le mot d'ordre du libre trafic, etc.

Le prolétariat comme tel était affaibli. Il faut ajouter à cela que l'élite du prolétariat avait été tuée au front. Notre armée était composée d'une masse paysanne amorphe qui n'avait d'autre volonté que celle des ouvriers, communistes et sans parti.

La guerre nous a pris une quantité d'excellents militants qui apportaient dans les fabriques un sentiment de sécurité et de confiance. En outre il nous fallait consacrer les meilleurs éléments du prolétariat à l'organisation de l'appareil administratif des provinces, des villes et des villages. Organiser la dictature prolétarienne parmi les paysans, cela signifiait poster les prolétaires comme des pions sur un échiquier à telle et telle place pour la direction des masses paysannes. Vous pouvez vous figurer à quel point par suite de cette nécessité les forces prolétariennes des fabriques ont été épuisées. Il n'y reste que les éléments les moins bons du prolétariat. Ajoutez à cela le déclassement des ouvriers. Il en résulte une crise sociale au sein de la classe ouvrière.

Les paysans avaient beaucoup à souffrir aussi, moins cependant que le prolétariat. Au point de vue purement économique, non point à celui du pouvoir et de la prépondérance politique, la classe paysanne a reçu de la révolution beaucoup plus que les autres classes. Au point de vue économique, les paysans sont dans une situation beaucoup plus favorable que le prolétariat, malgré la position privilégiée de ce dernier. La classe paysanne se sent plus forte qu'autrefois. Il faut ajouter à cela un certain nombre de facteurs secondaires. Dans les rangs de l'armée le paysan a reçu une bonne éducation politique. Il n'est pas revenu de la guerre comme il y était allé. Son niveau intellectuel, sa conscience, son instruction, tout cela s'est accru. A présent, il s'y connaît fort bien en politique. Il dit : nous sommes la grande force du pays et nous ne permettons pas qu'on nous considère comme les cadets de la famille et qu'on nous maltraite. Nous voulons bien nourrir les ouvriers, mais c'est nous qui sommes les aînés et nous exigeons qu'on observe nos droits.

Dès que les chaînes de la guerre furent tombées, les paysans formulèrent immédiatement leurs revendications. Ils sont intéressés au trafic, ils sont les adeptes du commerce libre, ils sont contre l'économie par la contrainte, ils sont hostiles également à l'économie socialiste, communale. Ils formulèrent ces exigences et ils ponctuèrent dans certains districts, en Sibérie; à Tambov, etc., par des soulèvements contre les soviets. Ces soulèvements n'allèrent pas aussi loin que cela a été dit dans la presse contre-révolutionnaire, mais la chose, en tout cas, valait la peine qu'on s'en occupe.

De leur situation économique, ils surent égale-

ment tirer une formule politique qui était dans l'occurrence : « Pour les bolcheviks contre les communistes. » Cela paraît tout d'abord quelque peu... simple. Mais cette formule mystère a une doublure raisonnable. Pendant la révolution d'octobre et avant octobre, nous étions le parti qui disait au paysan qu'il fallait se débarrasser des gros propriétaires et s'emparer de leurs propriétés. Les bolcheviks avaient alors une excellente réputation dans les campagnes. Pensez donc : ils donnaient tout et ils ne demandaient rien en retour. Or, plus tard, nous sommes devenus le parti qui ne donnait rien mais qui par contre exigeait tout des paysans. Par conséquent ; à bas les communistes qui nous enlèvent notre blé. Le communisme ne nous va pas. Le premier mot d'ordre des paysans était donc : « Pour les soviets de sans-parti et contre la dictature du parti. » Quand il existe des communistes qui ne comprennent pas qu'une classe ne peut régir le pays qu'avec l'aide d'un cerveau et que le parti, c'est le cerveau de la classe, il n'est pas étonnant, avouez-le, que les paysans ne comprennent pas davantage ces choses. Leur deuxième mot d'ordre était le libre trafic. Voilà donc l'atmosphère idéologique de la petite-bourgeoisie et de la masse paysanne.

Mais le prolétariat lui non plus, pour autant qu'il était déclassé, ne devait pas échapper à l'attraction de ce point de vue. C'est bien en effet ce même point de vue qui ressort de la résolution adoptée dans certains secteurs par les métallurgistes. « Pour le libre trafic contre les communistes, pour la dictature de classe contre la dictature du parti. »

De cette façon l'équilibre qui existait entre le prolétariat et la classe paysanne fut rompu, et le déséquilibre qui en résulta devint pour la dictature prolétarienne un fait des plus dangereux. L'abcès creva lors du soulèvement de Cronstadt. D'après les documents qui ont été trouvés par la suite, il est clairement établi qu'il s'agissait là d'un coup monté par des centres réactionnaires, mais en même temps il est hors de doute que la révolte de Cronstadt a été un soulèvement petit-bourgeois contre la tactique de contrainte de nos organes économiques.

Les matelots sont en majorité des fils de paysans pour la plupart ukrainiens. Or en Ukraine l'élément petit-bourgeois est beaucoup plus nombreux qu'en Russie centrale. Le paysan ukrainien ressemble au gros propriétaire d'Allemagne bien plus qu'au paysan russe. Il était hostile au tsarisme, mais il n'a pour le communisme qu'une sympathie très modérée. Les matelots ayant eu des permissions revinrent au pays et adoptèrent en tout et pour tout les sentiments et les idées des paysans. De là naquit la mutinerie.

Le principe de la nouvelle orientation

Vous savez qu'en cette occurrence nous n'avons pas eu froid aux yeux. Nous avons mobilisé immédiatement le tiers des membres du Congrès panrusse du Parti, nous les avons lancés sur Cronstadt et, au prix de grandes pertes, le soulèvement fut liquidé. Mais cette victoire n'apportait pas la solution du problème. Il fallait à tout prix prendre des mesures. Si nous avions eu à notre disposition une révolution allemande, nous y aurions puisé des éléments prolétariens qui nous

auraient aidés à entreprendre chez nous une petite opération chirurgicale. Malheureusement nous ne pouvions compter que sur nos propres forces. La préoccupation essentielle était la sécurité de la dictature à tout prix. Il était évident pour nous que si nous ne faisons aucune concession au paysan, nous aurions à subir le sort de la république hongroise. Avec la perspective, il est vrai, et la certitude de revenir au pouvoir dans quelques années, mais cela supposait un travail d'organisation entrepris par la bourgeoisie, les sacrifices qu'il comporte, et ensuite, notre travail d'organisation à nous, et de nouveaux sacrifices. Le renversement du régime populaire aurait été si terrible que personne ne peut même s'imaginer la situation qui aurait pu résulter de ce chaos.

Nous trouvant au gouvernail de l'Etat, nous pouvons le diriger vers la droite ou vers la gauche à notre choix. Une fois le gouvernail lâché, impossible de diriger le navire. D'où : avant tout ne pas lâcher des mains le gouvernail, et pour cela, aucune concession politique, et des concessions économiques autant qu'il est possible d'en faire. Les opportunistes sans doute s'attendent-ils à ce que nous fassions d'abord des concessions économiques et ensuite des concessions politiques. Or si nous faisons des concessions économiques, c'est justement pour ne pas avoir à en faire de politiques. Il ne peut être question d'aucun gouvernement de coalition ni même d'aucune égalité entre les ouvriers et les paysans : c'est trop nous demander.

Les concessions que nous avons faites ne changent rien au caractère de classe de notre dictature. Lorsque l'Etat fait des concessions à une autre classe, on ne peut pas dire que son caractère social change. Ainsi l'entrepreneur qui fait certaines concessions à ses ouvriers n'en devient pas plus pour cela ouvrier.

Au point de vue à la fois social et politique, le sens de nos concessions git dans l'apaisement et la neutralisation de la masse petite-bourgeoise. De tous ce que nous avons exposé plus haut, vous avez pu voir que les difficultés économiques consistaient principalement en ce que les producteurs n'avaient plus aucun intérêt au développement de la production. Cet intérêt, nous l'avons rétabli en passant du système des réquisitions à celui de l'impôt en nature. Maintenant le paysan sait que plus il aura produit, plus il aura à livrer, mais il sait aussi que le surplus lui reste sans contredit. L'expérience a déjà montré que ce raisonnement est bien celui qu'il tient. Dès que nous en avons décidé au Congrès du Parti de mettre en pratique ce nouveau système, la superficie des terrains cultivés s'accrut immédiatement. A l'heure actuelle, elle a atteint son niveau de 1916 ou même de 1915.

Au point de vue politique un apaisement général est survenu. Les bandes qui dévastaient l'Ukraine ont comme fondu. Même les bandes de Makhno ont été réduites d'un jour à l'autre grâce à cette politique.

Naturellement des doutes peuvent surgir au sujet de ces concessions à la petite bourgeoisie. On pourra dire que nous avons rendu possible l'accumulation des richesses, le mercantilisme, la spéculation et que tout cela peut très bien nous

conduire au capitalisme industriel. Le danger est à peu près le même que lors de la conférence de Brest, quand nous pouvions craindre que le capitalisme allemand ne nous avale tout crus. Mais tout n'est qu'une question de temps. Notre calcul est le suivant : il nous faut du pain avant tout et que les paysans se tiennent tranquilles ou sinon nous sommes dans le lac. L'ouvrier lui-même en viendra à se révolter contre son propre pouvoir, s'il n'a rien à manger. Le relèvement du capitalisme exigerait en tout cas un certain laps de temps, et sous le régime des soviets ce processus est évidemment rendu plus difficile qu'auparavant. A notre disposition demeurent la grosse industrie, les charbonnages, les transports, etc. Pour que le paysan soit transformé en capitaliste, il faut la durée de toute une époque de l'histoire. Nous pensons bien que ce capitalisme végéterait misérablement dans notre sous-sol, mais les sources essentielles de l'économie sont entre nos mains. Dès que nous aurons du pain — et nous en aurons — nous remettrons sur pied la grosse industrie. L'industrie mise en train, c'est tout le mécanisme qui marche comme par le passé. Le déclassement du prolétariat cesse, nous avons la ressource des ouvriers qualifiés de l'étranger. Nous pouvons entreprendre la révolution technique et les premiers pas sont déjà faits en vue de l'électrification de la Russie. Il nous suffit de réaliser, ne serait-ce qu'une partie de tout cela, et nous sommes en mesure et en force pour combattre efficacement les tendances petites-bourgeoises. Une fois que le paysan aura obtenu de nous énergie et lumière électriques, il sera transformé somme toute en un membre de notre société sans que souffre pour cela son instinct de la propriété.

Si les tendances du capitalisme à la croissance sont plus fortes que celles du rétablissement de la grosse industrie, c'est pour nous le naufrage. Mais nous espérons bien qu'il en sera tout au contraire et que nous serons en mesure d'écarter tous les obstacles de la voie qui nous mène au rétablissement économique.

Paul Lévi et avec lui les opportunistes du monde entier déclarent : « Pendant que les bolcheviks font des concessions aux paysans, nous autres nous faisons des concessions aux masses prolétaires. » Mais il n'y a là aucune espèce d'analogie. Nous faisons des concessions pour sauvegarder l'équilibre de l'Etat soviétiste, tandis que Lévi en fait pour sauvegarder l'équilibre capitaliste et il les fait sans même s'apercevoir de la petite différence qui existe entre lui et nous. C'est la même confusion que si on disait par exemple qu'en France il y a une armée et qu'il y a une armée semblable en Russie soviétiste, que là-bas il y a la police, et qu'ici nous avons la Tcheka. L'essentiel, c'est de déterminer les fonctions assumées par les deux institutions et aussi la classe qu'elles servent. Quiconque laisse de côté ce point de vue de la classe, et n'en tient aucun compte dans ses raisonnements, celui-là n'est pas un habitant de la terre, c'est un habitant des nues. Et quant à moi, il me semble qu'il vaut mieux que ce soient nos antagonistes qui voguent en plein ciel pendant que nous, nous restons sur la terre.

N. BOUKHARINE.

Les Méthodes et les Procédés DE LA POLICE RUSSE

(Suite)

Synthèses des Renseignements. — Méthode des graphiques

Jusqu'à présent, nous n'avons examiné que le mécanisme d'observation de la Sûreté russe. Ses procédés sont en quelque sorte analytiques. Il cherche, il fouille, il note. Qu'il s'agisse d'une organisation ou d'un militant, les procédés sont les mêmes. Au bout d'un certain temps — qui peut être très court — la Sûreté dispose de trois sortes de données sur l'adversaire :

1° Celles de la surveillance extérieure (filature), dont les résultats sont résumés en tableaux synoptiques, éclairant sur ses faits et gestes, ses habitudes, ses accointances, ses alentours, etc. ;

2° Celles de l'agence secrète renseignent sur ses idées, ses desseins, ses travaux, son activité clandestine ;

3° Celles de sa correspondance ou de la correspondance de tiers à son sujet complètent le tout.

Le degré de précision des renseignements fournis par les agents secrets était naturellement variable. L'impression générale que donnent les dossiers est pourtant celle d'une exactitude déconcertante, surtout lorsqu'il s'agit des organisations solidement établies, de grands partis centralisés. Les dossiers de la police contiennent un procès-verbal détaillé de chaque réunion clandestine, un résumé de chaque discours important, un exemplaire de chaque publication clandestine, même photocopiée (1).

Voici donc la Sûreté en possession d'une documentation abondante. Le travail d'observation et d'analyse est fait. Selon la méthode scientifique, un travail de classement et de synthèse commence alors.

Ses résultats s'expriment par des *graphiques*.

Déroulons celui-ci. Titre : *Relations de Boris X*. Ce tableau, de 40 centimètres de hauteur sur 70 centimètres de largeur, résume, de façon à permettre de les embrasser d'un coup d'œil, toutes les données enregistrées sur les relations du terroriste.

Au centre, un rectangle formant carte de visite, porte son nom calligraphié. De ce rectangle rayonnent des lignes qui le rattachent à de petits cercles de couleur. Souvent, ceux-ci sont à leur tour des centres dont rayonnent d'autres lignes les rattachant à d'autres cercles. Ainsi de suite. Les relations même directes d'un homme peuvent de la sorte être aperçues sur-le-champ, quel que soit le nombre des intermédiaires, conscients ou non, qui le rattachent à une personne donnée. Dans le tableau des relations de Boris X..., les cercles rouges représentent ses relations « de combat », se divisent en trois groupes de neuf, huit et six personnes, toutes indiquées par leurs noms et surnoms ; les cercles verts représentent des personnes avec lesquelles il est ou fut en relations directes, politiques ou autres : il y en a 37 ; les

cercles jaunes représentent ses parents (9) ? ; les cercles bruns indiquent les personnes en relations avec les amis et connaissances de X... Tout ceci à Pétrograd. D'autres signes indiquent ses relations à Kiev. Lisons, par exemple : X... connaît Varvara Edouardovna Vakhovskaïa, qui connaît, elle, 12 personnes à Pétrograd (noms, prénoms, etc.) et 5 à Kiev. Peut-être X... ne sait-il rien de ces 12 et de ces 5 personnes ; et la police connaît ainsi, mieux que lui-même, ses tenants et ses aboutissants !

S'agit-il d'une organisation ? Prenons une série de tableaux d'étude, visiblement des minutes, d'une organisation socialiste-révolutionnaire ou gouvernement de Vilna. Des cercles rouges forment, çà et là, des sortes de constellations ; entre eux des lignes s'enchevêtrent bizarrement. Déchiffrons : Vilna. Un cercle rouge : Ivanov, dit « Le Vieux », rue, n°, profession. Une ligne formant flèche le rattache ici à Pavel (mêmes renseignements) et des dates nous indiquent que le 23 février (4 à 5 h.), le 27 (à 9 h. soir) et le 28 (4 h.), Ivanov s'est rendu chez Pavel. Une autre ligne en flèche le rattache à Marfa, venue chez lui le 27 à midi. Ainsi de suite. Ces lignes s'enchevêtrent comme les pas dans la rue. Ce tableau permet de suivre, heure par heure, l'activité d'une organisation.

Désormais, les principaux militants sont bien connus : la police est également parfaitement éclairée sur l'organisation considérée dans son ensemble. Il reste à synthétiser, cette fois, au net. Faisons quelque chose de beau et de propre ! On le fait. Ce sont des graphiques en couleurs, au lavis, soignés comme des travaux d'architecte, artistiquement calligraphiés. Des légendes expliquent les signes. Et c'est le schéma d'organisation du Parti socialiste-révolutionnaire, tel que les membres du Comité Central de ce parti ne le possèdent pas eux-mêmes ; ou le tableau de l'organisation du Parti socialiste polonais, du Bund israélite, de la propagande dans les usines de Pétrograd, etc. Tous les partis, tous les groupes, sont étudiés à fond.

Pas platoniquement, d'ailleurs ! Nous voici près du but. Un élégant dessin nous montre le « projet de liquidation de l'Organisation social-démocrate de Riga ». En haut, le Comité Central (4 noms) et le collège de propagande (2 noms) ; au-dessous, le comité de Riga, en relations avec 5 groupes, dont dépendent 26 sous-groupes. Au total, 76 noms de personnes pour une trentaine d'organisations. Il n'y a plus qu'à prendre tout ce monde dans un coup de filet pour extirper l'organisation social-démocrate de Riga tout entière...

Étude scientifique du mouvement révolutionnaire

L'ouvrage achevé, ses auteurs éprouvent un légitime orgueil à en conserver la mémoire. Ils font — presque luxueusement — un album de

(1) Le dossier de surveillance des organisations social-démocrates pour 1912 compte 250 forts volumes.

photographies des membres de l'organisation liquidée. J'ai sous les yeux l'album consacré à la liquidation du Groupe anarchiste-communiste « Les Communards » par la police de Moscou, en août 1910. Quatre planches photographiques y représentent l'outillage et l'armement du groupe ; dix-huit portraits suivent, accompagnés de notices biographiques.

L'organisation détruite doit d'ailleurs renaître. La lutte contre le mouvement révolutionnaire est permanente ; et dans cette lutte, l'expérience d'hier sert à accroître pour demain l'arsenal scientifique des soutiens de la société.

Les matériaux — rapports, dossiers, graphiques, etc., — qui, jusqu'à ce moment, ont été utilisés dans un but pratique immédiat, vont l'être désormais dans un but en quelque sorte scientifique.

Chaque année, un volume est publié par les soins de l'Okhrana et pour ses seuls fonctionnaires, contenant l'exposé succinct, mais complet, des principales affaires suivies et renseignant sur la situation actuelle du mouvement révolutionnaire.

De volumineux traités sont écrits sur le mouvement révolutionnaire pour servir à l'instruction des jeunes générations de gendarmes. On y trouve, pour *chaque parti*, son histoire (origines et développement), un résumé de ses idées et de son programme, une série de figures accompagnées de textes explicatifs donnant le schéma de son organisation, les résolutions de ses dernières assemblées et des notices sur ses militants les plus en vue. Bref, une monographie concise et complète. L'histoire du mouvement anarchiste en Russie sera, par exemple, particulièrement difficile à reconstituer à cause de l'éparpillement des hommes et des groupes, des pertes inouïes que ce mouvement d'extrême avant-garde a subies pendant la révolution et enfin de sa débâcle subséquente. Mais nous avons eu le bonheur de trouver, dans les archives de la police, un excellent petit volume, très détaillé, où se trouve résumée cette histoire. Il suffira d'y ajouter quelques notes et une courte préface pour offrir aux camarades un livre du plus grand intérêt...

Pour les grands partis, l'Okhrana publiait elle-même des travaux consciencieux dont quelques-uns seraient dignes de la réimpression et qui, tous, serviraient quelque jour. *Sur le mouvement sioniste juif*, 156 pages grand format. Notice rédigée au département de la police. *L'activité de la Social-démocratie pendant la guerre*, 102 pages, texte serré. *Situation du Parti socialiste révolutionnaire en 1908*, etc. Autant de titres relevés au hasard sur des brochures sorties des presses de la police du tsar.

L'Okhrana ne surveillait pas que les ennemis de l'autocratie. On y considérait qu'il était bon de tenir en main ses amis et surtout de savoir ce qu'ils pensaient. Le cabinet noir étudiait tout spécialement les lettres des hauts fonctionnaires, conseillers d'Etat, ministres, courtisans, généraux. Les passages intéressants de ces lettres, groupés par sujet et par dates, formaient, à la fin d'un semestre, un gros volume dactylographié que liaient seuls deux ou trois puissants personnages. La générale Z... écrit à la princesse T... qu'elle désapprouve la nomination de M. Un tel au Conseil de l'Empire et qu'on se moque de celui-ci dans les salons. Cela est noté. Un ministre commente à sa façon une proposition de loi, un discours, un discours. Copié. Noté. A titre de « renseignements sur l'opinion publique... »

La protection de la personne du tsar

La protection de la personne sacrée du tsar exigeait un mécanisme spécial. J'ai parcouru une trentaine de brochures consacrées à la façon de préparer les voyages de Sa Majesté Impériale, par terre, par eau, en chemin de fer, en automobile, dans les campagnes, dans les rues, dans les camps. D'innombrables règles président à l'organisation de chaque déplacement du tsar. Lorsqu'il doit, au cours d'une solennité, passer dans les rues, on va jusqu'à étudier son itinéraire maison par maison, fenêtre par fenêtre, de façon à savoir exactement quelles sont les personnes logeant le long du parcours et qui elles reçoivent. Des plans de toutes les maisons de toutes les rues où passera le cortège sont dressés ; des dessins représentant les façades et portant les numéros des appartements, ainsi que les noms des locataires, facilitent les repérages. *A priori*, les précautions semblent si bien prises que les attentats deviennent impossibles.

Ce que coûte une exécution

Parmi toutes ces paperasses de la police du tsar, les plus tristes documents humains abondent. Bien que ce soit un peu en dehors du sujet, je crois devoir consacrer quelques lignes à une série de simples reçus de menues sommes d'argent, trouvée annexée à un dossier. Aussi bien ces petits papiers là venaient-ils trop souvent, après la « liquidation » des groupes révolutionnaires, grossir et clore les dossiers déjà remplis par la surveillance et la délation.

Ceux-ci nous apprennent combien coûtait à la justice du tsar une exécution. Ce sont les reçus signés de tous ceux qui, directement ou non, prêtent la main au bourreau.

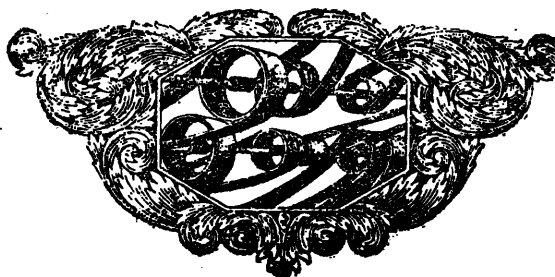
Frais d'exécution des frères Modat et Djavat Mustapha Ogli, condamnés par le tribunal militaire du Caucase :

1 Pour avoir transféré les condamnés de la forteresse de Metek à la prison, aux voituriers.....	4 roubles
Autres frais.....	4 —
2 Pour avoir creusé et rempli deux fosses	12 —
(Six fossoyeurs signent chacun un reçu de 2 roubles.)	
3 Pour avoir dressé la potence.....	4 —
4 Pour avoir surveillé les travaux..	8 —
5 Frais de voyage d'un prêtre pour retour)	2 —
6 Au médecin, pour le constat des décès	2 —
Le bourreau	50 —
8. Frais de déplacement du bourreau.	2 —

En somme, tout cela n'est pas cher. Le prêtre et le médecin, surtout, sont modestes. Ce que c'est, tout de même, que de se dévouer à l'humanité !

(La fin au prochain numéro.)

Victor SERGE.



La Contre-Motion syndicaliste

Les soussignés, membres du Parti et militants syndicalistes,

Déclarent :

I

Que l'autonomie syndicale doit être reconnue par le Parti, sans réserves ni conditions.

Ils ne peuvent pas concevoir que, d'une part, les syndicats soient, en quoi que ce soit, influencés par le Parti dans leur action corporative, ni que, d'autre part, les syndicats soient mis au service des luttes électorales.

Pour les questions générales, économiques et politiques, en vue de manifestations et d'actions bien déterminées, il est souhaitable que le Parti et les syndicats s'entendent, mais toujours sur un pied de parfaite égalité.

Dans ces ententes, pourront être admis d'autres groupements qui voudront travailler dans le même sens et accepteront, provisoirement, leur discipline commune.

II

En ce qui concerne les doctrines « syndicaliste » et « communiste », que certains militants du Parti ont voulu distinguer pour attribuer au communisme une valeur supérieure ou même exclusive, les soussignés déclarent que cette façon de voir ne saurait leur convenir.

Ils adhèrent au Parti parce qu'ils sont communistes et qu'ils ne veulent négliger aucun moyen d'action ; mais ils reconnaissent au syndicalisme une valeur propre d'action directe et révolutionnaire, valeur qui ne pourra croître que par le travail des militants syndiqués et non sous l'influence des intellectuels ou des bourgeois, même communistes, qui ne sont pas syndiqués.

En conséquence, les soussignés estiment que la plus grande faute que pourrait commettre le Parti dans ses rapports avec les syndicats serait la création de noyaux communistes au sein des organisations ouvrières. Les C. S. R. déjà créés et composés des communistes, des anarchistes et des syndicalistes purs, doivent continuer leur action, soit avec l'appui, soit avec la neutralité bienveillante du Parti. Le Parti ne peut tracer aux seuls communistes dans les syndicats une ligne de conduite sans violer l'autonomie syndicale.

Les militants du Parti doivent comprendre que les faits sont plus forts que toutes les théories. Or, il est indéniable que la co-existence, depuis de longues années, des deux mouve-

ments : « communiste » et « syndicaliste » est un fait. Le Parti agira sagement en tenant compte de ce fait lors de la discussion de cette question au Congrès de Marseille.

III

Adjonction pour la discussion au sein du Parti :

Les militants syndicalistes membres du Parti demandent qu'une tribune syndicaliste soit ouverte en première page de l'*Humanité* et de l'*Internationale*, comme cela existait autrefois pour l'*Humanité*.

Si certaines questions ne peuvent pas y être traitées parce qu'elles seraient peu familières aux lecteurs, ou ne présenteraient pas un intérêt direct pour la propagande, il sera entendu que les militants communistes comme syndicalistes s'abstiendront d'aborder ces questions.

Un bulletin hebdomadaire sera créé et servi aux sections, à raison d'un exemplaire par dix membres ; toutes les controverses de doctrine et de tactique, qui ne pourraient pas trouver place dans les grands organes du Parti pourront s'y dérouler et chaque militant y jouira de la plus complète liberté d'expression.

Signé : F. MAYOUX, A. QUINTON, FARGUE, MONTMAYEUR, L. BERRAR, A. MANIERE, GAUTHIER, L. HORARD, FLANDRIN, SEMART, BERT.

Bulletin Communiste
Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)
PARAISANT LE JEUDI
Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à
René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges DANGON, imprimeur.